

# LA FRANCE DE LA VÈME REPUBLIQUE (1958 A NOS JOURS)

## I/1958-1962 : naissance et affirmation de la ve République

### A. La naissance de la Vème République

#### 1. la fin de la IVème République.

1958 marque la fin d'une République mal aimée. Née en 1946, elle a soutenu la croissance économique, renforcé l'État providence et impulsé la construction européenne; mais l'instabilité gouvernementale, les guerres coloniales, l'inflation et l'affaiblissement de la monnaie ont ruiné son audience. Elle a aussi subi la mauvaise publicité faite par les gaullistes et De Gaulle lui-même qui n'ont jamais pardonné d'avoir vu leur projet écarté par le référendum de 1946.

#### 2. l'appel au général de Gaulle.

En 1958, la France est enlisée dans le conflit algérien. Au mois de mai, la menace d'un coup d'État conduit la majorité des forces politiques à faire appel à celui qui apparaît comme l'homme providentiel le général de Gaulle. Le 1er juin, de Gaulle est investi président du Conseil par l'Assemblée nationale. Le 2 juin, il reçoit les pleins pouvoirs afin de réformer les institutions malgré les critiques de l'opposition qui crie au coup d'État..

### B. La Vème République, un régime semi-présidentiel

#### 1. la nouvelle Constitution.

Le texte est rédigé non plus comme dans les régimes précédents par les députés, mais par une commission de juristes et de hauts fonctionnaires, présidée par le garde des Sceaux, Michel Debré. La Constitution est adoptée par référendum le 28 septembre 1958, avec plus de 79 % des suffrages. Le 21 décembre, le général de Gaulle est élu président de la République par un collège électoral de 80 000 personnes.

#### 2. l'effacement du Parlement.

Le gouvernement reste responsable devant le Parlement: le régime parlementaire est donc maintenu mais le pouvoir exécutif devient prééminent. Le président de la République, chef de l'État, commande les armées, dispose du droit de grâce, nomme le Premier ministre et préside le Conseil des ministres. Il peut en outre dissoudre l'Assemblée, consulter les Français par référendum, prendre les pleins pouvoirs en cas d'atteinte à la sûreté de l'État (article 16) . De plus, l'ordre du jour de l'Assemblée est fixé par le gouvernement; l'article 49-3 permet aussi à ce dernier de faire voter rapidement une loi. Les députés voient également leur rôle limité par le conseil constitutionnel qui juge de la constitutionnalité des lois.

## C. La réforme constitutionnelle de 1962

### 3. la proposition du général de Gaulle.

Alors que la guerre d'Algérie s'est terminée le 18 mars 1962 par les accords d'Évian et l'indépendance de l'Algérie, de Gaulle, qui a échappé, le 22 août, à un attentat de l'OAS, entend renforcer encore le pouvoir exécutif et le placer au-dessus des partis. Il propose un référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel direct. La procédure est contestée, beaucoup craignent un pouvoir trop grand du chef de l'État. Le 5 octobre, les députés votent une motion de censure et renversent le gouvernement. De Gaulle réplique par la dissolution de l'Assemblée, le 28 octobre. Les électeurs deviennent dès lors les arbitres de la crise

### 4. la victoire gaulliste.

Le référendum est un large succès gaulliste (61,5% de " oui "). En novembre 1962, les élections législatives donnent la majorité au parti gaulliste, l'UNR (Union pour la nouvelle République). Ainsi, l'autorité du chef de l'État sort-elle renforcée; désormais, les pouvoirs exécutif et législatifs émanent tous deux du suffrage universel, et l'élection du président de la République devient un moment essentiel dans la vie politique française.

## II/ 1962-1969 : la France gaullienne

### A. Le " domaine réservé "

#### 1. la volonté d'indépendance nationale.

le général de Gaulle, attaché au principe d'un État fort ainsi qu'à la grandeur et à l'indépendance nationales, s'occupe avant tout de la défense et de la politique extérieure. Cette dernière devient le " domaine réservé " du président de la République. De Gaulle dote la France de l'arme nucléaire et lutte contre l'hégémonie des États-Unis. La construction européenne, commencée sous la IVe République se poursuit dans le souci de préserver la souveraineté française. Par deux fois, de Gaulle refuse l'entrée dans le Marché commun du Royaume-Uni, considéré comme trop proche des États-Unis.

#### 2. le soutien au tiers-monde.

La décolonisation de l'Afrique subsaharienne est achevée en 1960 sans affrontements majeurs. Avec ses anciennes possessions, la France engage une coopération économique, militaire et culturelle. Le général de Gaulle mène par ailleurs une politique de soutien à l'égard des pays du tiers-monde dans lesquels il effectue de nombreux voyages. L'objectif est de défendre les intérêts de la France mais aussi d'atténuer la division du monde en deux blocs, le bloc atlantique et le bloc de l'Est.

## **B. De Gaulle et l'exercice du pouvoir**

### **1. Une démocratie plus directe.**

À l'intérieur du pays, la vie politique est étouffée, les médias sont surveillés. De Gaulle privilégie le dialogue direct avec les Français; il multiplie les conférences de presse, les allocutions radiotélévisées, les voyages en province. Cinq référendums sont organisés en onze ans: ils confèrent au général de Gaulle une légitimité populaire. Le scrutin majoritaire uninominal employé pour les élections législatives garantit une majorité stable mais favorise les grands partis et la bipolarisation droite-gauche de la vie politique.

### **2. la montée des oppositions.**

Cependant, à partir de 1965, les résultats des gaullistes aux diverses élections sont en baisse. De Gaulle lui-même est mis en ballottage aux élections présidentielles de 1965 par François Mitterrand, candidat de la gauche non communiste. Les élections législatives de 1967 confirment le recul des gaullistes et de leurs alliés. La contestation politique et le malaise social deviennent permanents.

## **C. La fin de la république gaullienne**

### **1. la crise de mai 1968.**

La crise éclate en mai 1968 ; à la contestation étudiante et lycéenne s'ajoute la contestation sociale. Le 22 mai, on compte 8 millions de grévistes dans toute la France. Les accords de Grenelle entre le gouvernement, le patronat et les syndicats ne mettent pas fin aux grèves et aux occupations d'usines. Le pouvoir politique paraît vaciller mais, le 30 mai, de Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. En même temps, une grande manifestation rassemble ses partisans sur les Champs-Élysées. Les élections de juin sont un triomphe pour les gaullistes de l'UDR (Union pour la Défense de la République), et le travail reprend peu à peu.

### **2. la démission du général de Gaulle.**

La victoire gaulliste n'est qu'apparente; le régime est ébranlé. En avril 1969, le général de Gaulle organise un référendum sur la régionalisation ainsi qu'une réforme du Sénat; face au refus de 53 % des Français, le Président choisit de démissionner. De Gaulle se retire à Colombeyles-Deux-Églises où il meurt le 9 novembre 1970.

## III/1969-1981 : les présidences de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing

### A. Pompidou et l'héritage gaulliste: 1969-1974

#### 1. Le gaullisme repensé.

Ancien Premier ministre du général, Georges Pompidou est élu président de la République en juin 1969. Il poursuit la politique d'indépendance nationale et s'attache à la modernisation de la France en pratiquant une politique industrielle ambitieuse. Il cherche aussi à donner nouvel élan à la construction européenne et permet au Royaume-Uni d'entrer dans le Marché commun en 1973.

#### 2. Le renforcement des oppositions.

Après un essai de politique sociale, la " nouvelle société " du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, et la création du SMIC, Georges Pompidou revient à une politique plus conservatrice. L'opposition politique se structure. En 1969, la SFIO devient le Parti socialiste dont François Mitterrand prend la tête en 1971, au congrès d'Épinay; en 1972, le Parti communiste français (PCF), le Parti socialiste (PS) et le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) signent un programme commun de gouvernement. Les conflits sociaux se multiplient dans une France touchée par la économique et financière mondiale.

Georges Pompidou, gravement malade, meurt le 2 avril 1974.

### B. 1974-1981, Valéry Giscard d'Estaing, la droite non gaulliste au pouvoir

#### 1. Un nouveau style présidentiel.

Représentant de la droite libérale non gaulliste, Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République en 1974 face à François Mitterrand. Il cherche à gouverner davantage au centre et veut donner une image plus moderne de la fonction présidentielle. Le gaulliste Jacques Chirac, qui l'a soutenu lors de l'élection présidentielle, devient Premier ministre.

#### 2. La " société libérale avancée ".

Afin de tenir compte des évolutions de société et de moderniser la société française, d'importantes réformes sont votées comme l'abaissement de la majorité de 21 à 18 ans, la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse ou IVG (loi Veil, 1974), l'instauration du collège unique... Un secrétariat à la Condition féminine est créé; la procédure de divorce est facilitée. Une certaine autonomie est accordée aux chaînes de télévision.

## C. l'aggravation des difficultés

### 1. Les difficultés économiques et sociales.

La politique de rigueur du premier ministre Raymond Barre, successeur en 1976 de Jacques Chirac, est mal acceptée. La crise mondiale et les chocs pétroliers augmentent le chômage; on compte 1,5 million de chômeurs en 1980 contre 750 000 en 1974.

### 2. La division des forces politiques.

À droite, Jacques Chirac, qui a retiré son soutien à Valéry Giscard d'Estaing, fonde le RPR (Rassemblement pour la République) en 1976. En 1978, Valéry Giscard d'Estaing crée l'UDF ou Union pour démocratie française, parti du centre et du centre droit. La gauche est également divisée; elle gagne les élections municipales de 1977 mais perd les élections législatives de 1978, le PCF ayant dénoncé le programme commun. La bipolarisation de la vie politique devient plus complexe. En mai 1981, Valéry Giscard d'Estaing est battu aux élections présidentielles par le socialiste François Mitterrand; c'est l'alternance.

## IV/ 1981-1995 : les présidences de François Mitterrand

### A. 1981-1988 : le premier septennat

#### 1. Une large victoire de la gauche.

1981 marque une rupture majeure dans l'histoire de la Vème République: pour la première fois, la gauche accède au pouvoir, c'est ce que l'on nomme l'"alternance". Élu le 10 mai, avec 51,8 % des voix, François Mitterrand est conforté par les élections législatives anticipées qui donnent la majorité absolue aux socialistes au Parlement. "Changer la vie" est le slogan que la gauche veut mettre en œuvre.

#### 2. Des réformes nombreuses.

Des nationalisations sont réalisées dans les secteurs de la production et du crédit. La peine de mort est abolie. Une loi de décentralisation donne davantage de pouvoir aux Régions. D'autres mesures sont prises, comme l'impôt sur les grandes fortunes, le renforcement des droits des travailleurs dans les entreprises, la semaine de 39 heures, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans, la naissance des radios libres...

## **B. La cohabitation, une situation complexe**

### **1. La montée des mécontentements.**

À partir de 1983, le déficit budgétaire et commercial impose un frein aux réformes. En 1984, la bataille scolaire autour de l'école privée divise l'opinion. Premier ministre de 1984 à 1986, Laurent Fabius poursuit une politique de rigueur; les communistes entrent dans l'opposition et l'extrême droite progresse. En 1986, la droite remporte les élections législatives. Jacques Chirac devient Premier ministre. C'est la première cohabitation.

### **2. La première cohabitation (1986-1988).**

Selon la Constitution, le gouvernement "conduit et dirige" la politique de la France; la question du partage du pouvoir se pose alors et l'entente entre les deux têtes de l'exécutif est parfois difficile. François Mitterrand garde la primauté en politique étrangère mais ne peut s'opposer à la politique intérieure de Jacques Chirac, d'inspiration libérale. Le Premier ministre échoue cependant dans la réforme de l'enseignement supérieur et dans la lutte contre le chômage. Aux élections présidentielles de mai 1988, Jacques Chirac est battu par François Mitterrand qui s'est représenté.

## **C. 1988-1995 : le second septennat de François Mitterrand**

### **1. Des résultats contrastés.**

À la fin des années 1980, la situation économique s'améliore et le Premier ministre Michel Rocard crée le RMI et la CSG. Cependant, dès 1991, la conjoncture économique est de nouveau défavorable, et, en 1993, on compte plus de 3 millions de chômeurs. Le Président Mitterrand et le chancelier allemand Helmut Kohl soutiennent l'initiative de la Commission européenne qui aboutit au traité de Maastricht approuvé par le référendum de 1992.

### **2. La deuxième cohabitation.**

En 1993, les difficultés économiques permettent à la droite de remporter les élections législatives: le Président doit accepter une nouvelle cohabitation. Premier ministre de 1993 à 1995, Édouard Balladur mène une politique de rigueur; il réalise un certain nombre de privatisations ainsi qu'une réforme des retraites du secteur privé (la durée des cotisations passe de 37,5 ans à 40 ans). Aux élections présidentielles de 1995, Édouard Balladur mais aussi Jacques Chirac affrontent le socialiste Lionel Jospin.

## V/1995-2007 : les présidences de Jacques Chirac

### A.1995-2002: le septennat de Jacques Chirac

#### 1.Entre réformes et contestation.

En 1995, le gaulliste Jacques Chirac remporte la présidentielle avec 52,6 % des voix face au socialiste Lionel Jospin. L'un de ses premiers actes consiste à reconnaître officiellement l'implication de l'État français dans le génocide des Juifs lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais, contrairement à la campagne présidentielle qui promettait la réduction de la " fracture sociale ", le Premier ministre Alain Juppé engage une politique de rigueur fondée sur la hausse des impôts, la réduction des dépenses de Sécurité sociale et l'allongement de 37,5 à 40 annuités des cotisations des fonctionnaires pour la retraite. Le plan Juppé déclenche des grèves de grande ampleur qui paralysent le pays en décembre 1995.

#### 2.la troisième cohabitation.

Les élections législatives anticipées, provoquées en mai-juin 1997 par Jacques Chirac pour renforcer son autorité, débouchent sur la victoire de la gauche et conduisent à une nouvelle cohabitation entre le Président et le Premier ministre Lionel Jospin, représentant de la " gauche plurielle ". Des lois sont votées, comme le Pacs, la semaine de 35 heures, la couverture maladie universelle (CMU) ou encore la parité entre les hommes et les femmes en politique. La durée du mandat présidentiel est ramenée à 5 ans (quinquennat), et celle du mandat des sénateurs à 6 ans.

### **B.Les élections présidentielles de 2002**

#### 1.les forces politiques en mutation.

Jacques Chirac, qui brigue un second mandat, crée l'UMP ou Union pour la majorité présidentielle, vaste parti de droite qui succède au RPR, mais comprend aussi des centristes issus de l'UDF. La vie politique est aussi marquée par la montée de l'extrême droite et de l'extrême gauche ainsi que par l'essor des mouvements écologistes.

#### 2.le choc du 21 avril.

Aux élections présidentielles d'avril, Jean-Marie Le Pen, le leader du Front national, le principal parti d'extrême droite, parvient au second tour face à Jacques Chirac. Un " sursaut républicain " conduit une grande partie de la gauche à voter pour le Président sortant. Il est réélu avec 82,1 % des voix et en juin, les élections législatives amènent une majorité de droite au Parlement.

## C.2002-2007: le quinquennat de Jacques Chirac

### 1.L'UMP au pouvoir.

L'UMP, devenue Union pour un mouvement populaire. permet au Président de s'appuyer sur une large majorité. Sous le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin (2002-2005) sont votées une première réforme des retraites du secteur public et une réforme de l'assurance maladie. La décentralisation est élargie. En 2004, une loi réaffirme la laïcité à l'école et dans les hôpitaux, tandis que la lutte contre l'insécurité est le principal objectif du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy.

### 2.les victoires de l'opposition.

En 2004, lors des élections régionales, la gauche remporte 20 régions sur 22. L'année suivante, les Français rejettent, par référendum, le projet de Constitution européenne prévue par le traité de Lisbonne (54,8 % de " non "). Lorsque le nouveau Premier ministre, Dominique de Villepin (2005-2007), veut instaurer, en 2006, le CPE ou contrat première embauche pour les jeunes de moins de 26 ans, d'amples manifestations et des grèves d'étudiants et de lycéens font repousser le projet.

## VI/ La Vème République depuis 2007

### A.Depuis 2007. la présidence de Nicolas Sarkozy

#### 1. un vaste programme de réformes.

En mai 2007, Nicolas Sarkozy remporte l'élection présidentielle avec 53 % des voix face à la socialiste Ségolène Royal. Il pratique alors " l'ouverture", le gouvernement dirigé par François Fillon allant de la droite aux socialistes. Un vaste programme de réformes est mis en œuvre: bouclier fiscal en faveur des plus gros contribuables, RSA (revenu de solidarité active qui remplace le RMI), réforme de la justice, assouplissement des 35 heures, autonomie des universités, suppression de la taxe professionnelle, immigration " choisie "... La réforme des retraites suscite une mobilisation importante en octobre 2010, tandis qu'en novembre le gouvernement est recentré plus à droite. D'autres réformes sont annoncées, concernant l'aménagement du territoire, la fiscalité, la dépendance des personnes âgées, l'emploi des jeunes, la politique de la ville...

#### 2.Un Président plus atlantiste.

Soucieux de se rapprocher des États-Unis, Nicolas Sarkozy replace la France sous le commandement intégré de l'OTAN. Il envoie ainsi quelques milliers de militaires pour participer à la coalition engagée en Afghanistan. En 2010, il favorise un accord de défense entre Paris et Londres mettant en commun la recherche sur l'armement nucléaire.

## **B. Les enjeux institutionnels**

### **1. Les révisions constitutionnelles.**

La Constitution a connu 24 révisions depuis 1958, en particulier lors de la ratification des traités européens. Depuis la révision de juillet 2008, les pouvoirs du Parlement sont revalorisés et les citoyens disposent de nouveaux droits. L'article 16 est limité mais le président de la République peut s'adresser désormais directement aux Chambres. D'autres révisions pourraient intervenir comme l'inscription dans la Constitution de la lutte contre la dette publique.

### **2. Un exécutif renforcé.**

L'adoption du quinquennat (2000) puis l'élection présidentielle précédant dorénavant les élections législatives (2002) limitent les risques de cohabitation. Cela contribue à faire du président de la République, non pas un homme au-dessus des partis et un arbitre, mais un chef de majorité. Le Premier ministre se retrouve surtout dans le rôle d'un exécutant.

## **C. Les grands débats de la vie politique**

### **1. La place de l'État dans la société.**

L'État a perdu de ses prérogatives, sous l'effet d'un double mouvement, national et supranational. La décentralisation a transféré aux Régions et aux collectivités locales un certain nombre de compétences et la législation européenne l'emporte dans bien des domaines sur la législation française.

### **2. Les enjeux de la vie politique.**

Les lignes de partage droite-gauche deviennent moins nettes. La vie politique est aussi marquée par les abstentions ou le succès des centristes, des écologistes ou des extrêmes. En outre, les citoyens peuvent s'exprimer par leurs votes mais aussi par le biais d'un syndicat, d'une association, d'un réseau social, par la pétition, par la manifestation. La diversité de la société française nourrit aussi nombre de débats sur l'environnement, l'identité nationale, l'intégration, la sécurité, le communautarisme.